

Houzan Mahmoud

Irakienne militante

(compilation de quelques textes 2004-2012)



La Bataille socialiste

2014

<http://bataillesocialiste.wordpress.com>

SOMMAIRE

Irak : situation des femmes et tâches politiques actuelles

(interview pour *Ni Patrie Ni Frontières* réalisée à Paris le 27 février 2004)

Islam politique et droits des femmes en Irak

(article dans *Prochoix* N°31, hiver 2004)

La charia n'est pas une culture

(intervention au colloque *Genre et développement: les acteurs et actrices des droits de la femme et de la solidarité internationale se rencontrent et échangent sur leurs pratiques*, mars 2007)

Le combat pour les droits des femmes en Irak

(interview dans *L'Emancipation syndicale et pédagogique*, février 2012)



Irak : situation des femmes et tâches politiques actuelles

Pour commencer, peux-tu nous parler de la situation des femmes sous Saddam Hussein ?

Houzan Mahmood : Le parti Baas a exercé un pouvoir absolu pendant plus de trente ans. Beaucoup de gens, à l'étranger, considéraient l'Irak comme un pays laïque, voire « socialiste » entre guillemets. Mais ce n'était absolument pas le cas. Le régime de Saddam, le régime du Baas, était un système fasciste et nationaliste. Une Constitution avait été adoptée en 1959, avant la prise du pouvoir par le Baas, et les femmes avaient acquis certains droits élémentaires à travers leurs luttes pour l'égalité dans les années 50 : droit à l'éducation, divorce, garde des enfants, etc. Saddam a essayé de changer à de nombreuses reprises cette Constitution et il a finalement réussi à légaliser les « crimes d'honneur » (les hommes avaient le droit de tuer les femmes de leur famille quand ils jugent qu'elles se comportent pas de façon « morale »). Durant la guerre entre l'Iran et l'Irak, puis pendant la première guerre du Golfe et enfin durant les douze années de sanctions économiques, Saddam a toujours appelé les femmes à sacrifier leurs droits, à sacrifier leur vie pour l'intérêt du gouvernement nationaliste-baasiste en Irak. L'Irak, disait Saddam, a besoin que les femmes restent à la maison, fassent à manger pour leurs maris et leurs enfants, fassent preuve d'économie et ne dépensent pas trop, elles doivent aider le pays à s'en sortir. Tout cela a abouti à violer en permanence les droits des femmes. En particulier pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak, les femmes représentaient plus de 70 % des fonctionnaires, mais dès que la guerre a pris fin, le régime les a renvoyées chez elles. Les femmes ont toujours été utilisées pour satisfaire les objectifs du régime baasiste-nationaliste en Irak.

Si vous n'apparteniez pas au parti Baas, vous ne pouviez pas entrer à l'université, ni obtenir un diplôme, tout fonctionnait selon le bon vouloir du Parti. Saddam a personnellement mené une campagne pour la décapitation des prostituées, ou des prétendues « prostituées ». En effet, de nombreuses femmes ont été obligées de se prostituer à cause des sanctions imposés par les États-Unis et leurs alliés. Les femmes avaient perdu leur travail, n'avaient plus de ressources, et certaines d'entre elles n'ont trouvé d'autre moyen pour survivre que de se prostituer. Cette campagne s'intitulait la « Campagne de la fidélité » (!). Lorsque les femmes étaient décapitées, on déposait leur tête sur le seuil de leur maison, en guise d'avertissement à toutes celles qui se comportaient d'une façon jugée « immorale » selon les autorités baasistes. Les femmes vivaient une situation très difficile sous le régime de Saddam. Si l'on compare l'Irak avec l'Arabie saoudite et l'Iran, on peut bien sûr affirmer que ce pays avait un régime plus ou moins laïc, mais si on le compare avec des États ayant une législation plus progressiste, ce n'était pas un régime laïc. Les valeurs musulmanes dominaient, les femmes avaient un statut de citoyennes de seconde classe, même si elles faisaient des études supérieures, si elles travaillaient et contribuaient aux richesses de la société.

Peux-tu expliquer les inégalités régionales et ethniques en Irak et leurs conséquences sur le statut des femmes ?

Houzan Mahmood : Durant le régime de Saddam, jusqu'en 1991, la situation des femmes était la même partout en Irak. Après 1991 cela a changé dans le Nord qui est tombé entre les mains de l'ONU et des partis nationalistes kurdes. Sous Saddam, les droits des femmes étaient constamment violés, Irak était (et est toujours) une société patriarcale où les valeurs religieuses musulmanes dominent, où les femmes sont méprisées. La violence domestique était très répandue et cette violence a encore augmenté après la guerre. Irak n'était ni un État laïque ni un État progressiste. Le statut personnel de la femme n'était ni laïc ni progressiste, comme certains le croient. Nous, militantes du PCOI et l'OLFI, ne comparons pas la situation des femmes en Irak avec celle despires régimes, nous exigeons une égalité totale entre hommes et femmes, une Constitution laïque qui ne soit fondée sur aucune religion.

Est-ce que des femmes essayaient de lutter dans le Baas pour changer le régime de l'intérieur ?

Houzan Mahmood : Il n'existait qu'une seule organisation de femmes sous Saddam : l'Union des femmes irakiennes mais ce n'était qu'un appendice du Baas. Elles ne faisaient rien, ou plutôt elles contribuaient seulement à augmenter l'oppression des femmes en soutenant ou en faisant appliquer ce que le Baas exigeait d'elles. C'était une organisation passive. La plupart des femmes ne voulaient pas appartenir à ce genre d'organisation. Il n'existait aucune organisation indépendante ni pour les femmes, ni pour les travailleurs d'ailleurs. En effet, sous le Baas, tout devait être subordonné au Parti, il n'existait aucun droit d'association ou d'organisation. Si vous commenciez à vous organiser, ou même si l'on vous soupçonnait de vouloir le faire, on vous arrêtait et on vous mettait en prison ou l'on vous exécutait. Certaines personnes ont cherché à acquérir plus d'influence dans le Parti, ou à le réformer un petit peu de l'intérieur, mais elles ont été soit été emprisonnées soit exécutées.

Les forces religieuses étaient-elles organisées en Irak ?

Houzan Mahmood : Non. Il y avait un mouvement chiite chez les « Arabes des marais » mais ils ont été tous massacrés. Les chiites ne représentent pas la majorité des Irakiens, il n'existe qu'une ou deux villes vraiment religieuses en Irak, Kerbala et Nadjaf, mais ils ne représentent pas une force à l'échelle nationale.

Que signifie la notion de tribus en Irak ?

Houzan Mahmood : Le pouvoir travaillait surtout en coopération avec les dirigeants des tribus qui voulaient bénéficier de la manne du régime ; ces dirigeants tribaux ne s'intéressaient pas à la politique. Saddam les utilisait pour recruter des hommes dans l'armée ou dans les milices. Les tribus avaient une influence dans les villes également. Mais la mentalité tribale, même dans un contexte urbain, ne diffère guère de celle des nomades du désert. Ils recevaient beaucoup d'argent, vivaient dans des palais, incitaient les gens à s'enrôler dans l'armée. Ils étaient religieux, avaient une mentalité arriérée, certains étaient même très religieux, ils traitaient et traitent encore leurs femmes d'une façon scandaleuse.

Fallait-il appartenir à une tribu pour trouver du travail ?

Houzan Mahmood : La société irakienne n'est pas du tout une société tribale ; il n'existe que quelques grandes tribus. La société irakienne est fondamentalement laïque, même s'il existe des tendances réactionnaires, religieuses ou tribales. Le peuple a une mentalité plutôt progressiste. Le fait d'appartenir au Baas permettait de gagner beaucoup d'argent, en espionnant la population (surtout les militants politiques ou les gens de gauche), d'avoir un poste de fonctionnaire même si l'on n'avait aucune éducation. Les tribus ne représentent sans doute pas plus de 5 % de la population. Leurs dirigeants recevaient de l'argent pour contrôler leurs membres, mais pas pour contrôler toute la société. Ils n'étaient pas exemptés de faire leur service militaire et encore moins de faire la guerre, en cas de conflit. Si l'on avait des contacts dans l'administration, si l'on versait des pots-de-vin, bien sûr on obtenait des choses plus facilement. Mais un réseau d'amis suffisait, nul besoin de liens tribaux pour obtenir des faveurs.

Y avait-il une opposition au régime chez les femmes avant juin 2003 ?

Houzan Mahmood : Non. Il existait peut-être de tout petits groupes de femmes qui réfléchissaient mais, après la guerre de 2003, de nombreux mouvements pour l'égalité sont nés. En particulier l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, fondée en juin 2003. Ce mouvement est devenu très puissant ; il se bat pour une Constitution laïque, pour la liberté d'expression et d'organisation, pour la liberté de s'habiller comme on le souhaite. Ce dernier droit est très important parce que les groupes islamistes organisent des milices ; dès le premier jour, ils ont commencé à obliger les femmes à se voiler, à les empêcher d'aller travailler, d'aller dans les universités, à empêcher les jeunes filles d'aller à leurs examens sans voile ; ils débarquaient dans les écoles avec des armes et obligeaient les filles à rentrer chez elles si

elles n'étaient pas voilées.

La situation était partout la même ?

Houzan Mahmood : Dans le nord de l'Irak la situation était un peu différente, car la région était dirigée depuis 1991 par deux partis l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) – et ce dernier s'appuie surtout sur un système tribal. Ces organisations ne reconnaissent pas les droits des femmes. Des organisations de femmes se sont créées dans les années 90 mais elles ont été attaquées par l'UPK et leurs sièges ont été fermés au bout de plusieurs années de conflits. Ils ont fini par réussir à interdire l'Organisation indépendance des femmes, une organisation socialiste, progressiste et laïque qui était puissante. L'UPK et le PDK ont toujours empêché les femmes de tenir des réunions, d'organiser des manifestations. Dans le nord de l'Irak ce mouvement de femmes a lutté pour les droits des femmes et a eu une influence importante ; il a réussi à faire progresser la conscience des femmes. mais en l'an 2000 les partis kurdes ont réussi à faire taire ce mouvement. Dans le reste de l'Irak, un mouvement indépendant pour la laïcité, pour l'égalité n'a commencé qu'après juin 2003.

Avez-vous mené une campagne avec d'autres organisations ?

Houzan Mahmood : Nous avons lancé une campagne internationale contre la charia qui allait être imposée par le Conseil provisoire de gouvernement. Notre organisation était à la tête de ce mouvement et nous avons mené une lutte commune avec d'autres organisations de femmes pour être plus efficaces. Le Conseil provisoire de gouvernement a dû reculer devant l'opposition à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, mais nous n'arrêterons pas notre combat pour une Constitution laïque.

Quelle est l'importance de la religion en Irak actuellement ?

Houzan Mahmood : Douze années de sanctions et de guerres ont imposé une telle pauvreté, de telles destructions que la religion a pris un certain essor. Nous savons bien que la pauvreté renforce la religion, et que les gens y ont recours pour survivre émotionnellement . C'est ce qui s'est passé au cours des dernières treize années. L'islam a repris de la force et les idées hostiles aux femmes se sont renforcées. Les gens les pauvres, les plus défavorisés qui n'ont pas reçu une éducation, sont les plus croyants et les « crimes d'honneur » continuent et sont très répandus dans certaines couches sociales. En Irak, depuis juin 2003, certains nous disent qu'il ne faut pas aller trop loin, qu'il ne faut pas trop parler de la liberté et des droits de la femme. Mais déjà aujourd'hui des femmes sont tuées parce qu'elles veulent que l'on respecte leurs droits, parce qu'elles désirent vivre comme elles l'entendent. Si une femme veut rester vierge jusqu'au mariage, ou même toute sa vie, c'est son droit le plus strict, mais aucune loi ne peut l'imposer à toute la population féminine d'un pays.

Qu'en est-il de la contraception et de l'avortement en Irak ?

Houzan Mahmood : Tout d'abord il faut savoir que la situation sanitaire est très mauvaise depuis des années. Et en ce moment il n'existe aucun Etat, aucun organisme gouvernemental chargé de la santé, aucune clinique spécialisée pour les femmes. Si une femme est violée, elle ne peut se rendre à l'hôpital qu'à certaines heures. En dehors de ces horaires limités, on la renvoie tout simplement chez elle sans même l'examiner. Il n'existe pas de Planning familial, ni d'associations de soutien aux femmes battues ou violées. De nombreuses femmes cachent qu'elles ont été violées car elles ont peur d'être tuées par leur propre famille ou d'être mises au ban de la société. Il n'existe aucun service pour la contraception ni l'avortement. C'est pourquoi nous voulons créer des cliniques de femmes dans toutes les villes, dans tous les quartiers, qui aident les femmes et ne les jugent pas, où les femmes puissent parler de leurs problèmes en toute liberté. Avant la guerre, sous Saddam, il n'y avait aucune information sur la contraception. Si vous alliez chez un médecin, ou dans un hôpital, on pouvait vous donner quelques informations de base sur la grossesse et la contraception, mais ces informations étaient réservées

uniquement aux femmes mariées. Évidemment, si vous aviez les moyens, vous pouviez vous payer un avortement clandestin ou acheter des pilules sur le marché noir, mais cela ne concernait qu'une minorité de privilégiées. De ce point de vue, la situation aujourd'hui est encore pire que sous Saddam.

Les femmes doivent faire attention à ne pas être tuées par leurs proches. Celles qui ont des relations sexuelles avant le mariage le font de façon clandestine et vivent dans la peur permanente de tomber enceintes et dans la crainte que leur famille découvre qu'elles ne sont plus vierges. Les valeurs et la mentalité islamiques imprègnent encore la société : une jeune fille doit rester pure, vierge, avant le mariage. Certaines familles sont plus progressistes ou tolérantes que d'autres avec leurs filles. Dans les milieux de gauche, le problème est généralement moins aigu.

L'Irak était-il une société qui pratiquait le double langage en matière de morale sexuelle ?

Houzan Mahmood : Beaucoup de gens pensaient que cette situation était néfaste. Il y avait un nombre non négligeable de familles éclairées ou progressistes. Je ne peux pas donner de chiffres ni de pourcentage. Mais ceux qui étaient religieux suivaient ces normes réactionnaires. Comme partout les jeunes, et surtout les plus éduqués, ceux qui allaient à l'Université, n'étaient pas favorables à ce genre de règles. Ils flirtaient et avaient des relations, mais tout se faisait en cachette.

Les femmes doivent-elles s'habiller d'une certaine façon pour sortir dans la rue ?

Houzan Mahmood : La violence a été imposée par les groupes et les milices islamistes, financés par l'Iran et l'Arabie saoudite. Ils ont le pouvoir de blesser ou tuer celles qui ne leur obéissent pas. Les femmes qui ne portent pas le voile ont toutes des robes longues, des pantalons et des vêtements à manches longues. Nombre de celles qui portent le voile pour faire leurs courses ou travailler espèrent que cette obligation ne va pas durer. La plupart des femmes ont été licenciées des ministères et de l'administration qui n'existent plus aujourd'hui. En général, elles sont au chômage, car le chômage touche toujours plus les femmes que les hommes dans toutes les sociétés. Quelques-unes travaillent encore dans des usines, des hôpitaux ou des écoles ; elles ont peur de sortir, d'être attaquées dans la rue ou kidnappées. En effet, il existe un marché des femmes enlevées avec des tarifs fixés : 200 dollars pour une vierge, 100 dollars pour une non-vierge. Elles sont ensuite vendues aux pays avoisinants.

Les islamistes tentent-ils d'imposer des écoles non mixtes ?

Houzan Mahmood : Pas pour le moment. Les partis politiques essaient d'infiltrer toutes les institutions, donc aussi les écoles, et d'influencer leur fonctionnement. Ils n'imposent pas des écoles séparées, mais ils entrent dans les établissements et menacent les enseignantes, si celles-ci ne sont pas voilées. Il existe un tel chaos en ce moment que nous n'avons ni État ni société civile, nous vivons au jour le jour. Heureusement que des organisations progressistes se développent en ce moment. Nous avons l'espoir que naisse au moins une société respectant les droits des femmes, les droits des travailleurs, les droits de l'homme, une société libérée de l'occupation américaine, nous espérons que l'Irak ne tombera pas dans la barbarie. Les Irakiens sont généralement anti-américains. Pour le moment les islamistes sont très divisés, ce qui est une bonne chose pour nous, car ils sont moins efficaces ; ils se combattent parfois entre eux pour avoir le pouvoir, mais chaque groupe essaie d'imposer la terreur contre les femmes et les secteurs progressistes de la société.

Certains spécialistes pensent que l'Irak pourrait être divisé en trois semi-États : un kurde, un chiite et un sunnite, sans que cela gêne le moins du monde les Américains. Qu'en penses-tu ?

Houzan Mahmood : Les divisions ethniques, tribales et religieuses font le jeu des Américains et correspondent au type de solution qu'ils souhaitent. Ils voudraient imposer une « démocratie » : fondée sur les identités ethniques et religieuses afin de diviser la société irakienne. Avant même d'envahir l'Irak ils avaient préparé ce modèle pour l'après-Saddam, ils ont réuni ou créé de toutes pièces des partis

politiques ethniques ou religieux. Ils ont divisé la société selon ces critères. Pourtant, dans notre organisation nous avons des militants de toutes origines (chiïtes, sunnites, kurdes, juifs, etc.), mais nous les considérons tous comme des êtres humains égaux.

Mais ces divisions ethniques et religieuses ne sévissent-elles pas depuis des décennies, au Proche et au Moyen-Orient ? Le statut du dhimmi, la supériorité supposée des Arabes sur les autres peuples de la région n'existent-ils pas depuis des siècles ?

Houzan Mahmood : Le Baas imposait la domination des Arabes et défendait une conception hiérarchisée des ethnies. Aujourd'hui aucun État n'a la force d'imposer une telle hiérarchie et un tel système en Irak. Ceux qui défendent ce type de positions à l'heure actuelle vivaient dans l'émigration et ont été mis au pouvoir par les États-Unis. La CIA a organisé avant la guerre d'Irak une conférence à Londres où elle a organisé les exilés suivant leur origine ethnique, tribale ou religieuse. Nous avons dénoncé cette conférence lorsqu'elle s'est tenue en Grande-Bretagne, et nous avons manifesté à plusieurs reprises contre ce congrès. Le Conseil provisoire de gouvernement a été institué suivant cette politique de division ethnique et religieuse. Tout a commencé avec cette conférence. Même les monarchistes ont leurs représentants, alors qu'ils ne représentent qu'une centaine de personnes.

En dehors des émigrés, tu penses vraiment que la société irakienne est libérée de toute division ethnique ou religieuse ?

Houzan Mahmood : L'Irak a aujourd'hui perdu toute structure économique, sociale et religieuse. C'est une société parcourue par toutes sortes de tendances. Certes il existe des gens religieux, des chiïtes, des sunnites, des ethnies, et des tribus en Irak. Mais depuis la dernière guerre, la situation est encore pire, parce que les Américains ont choisi des représentants ethniques et religieux qui veulent modeler la société en la réorganisant selon des divisions religieuses et ethniques. Les forces britanniques ont tout fait pour sélectionner des dirigeants religieux ou ethniques et leur donner un rôle important. De cette façon, ils pensent pouvoir modeler la mentalité du peuple, et diviser la société (ou renforcer sa division) en ethnies et religions rivales.

Quel est le poids de l'histoire passée sur le présent ? Le Baas avait-il supprimé toutes les divisions ethniques et religieuses ?

Houzan Mahmood : Le Baas a opprimé les Kurdes et assassiné en masse les chiïtes, et la dictature, qui s'appuyait sur une minorité ethnique, a donc avivé les antagonismes ethniques et religieux. Au Kurdistan, les partis kurdes n'ont pas changé les lois baasistes depuis douze ans. Des « crimes d'honneur » continuent à se produire et leurs auteurs restent impunis. Les partis nationalistes kurdes ont interdit les organisations progressistes de femmes et maintenu le statu quo. Sous Saddam, il y avait la dictature d'un Parti unique, ce qui était catastrophique. Et aujourd'hui une autre catastrophe nous menace. Aujourd'hui, l'Irak risque de se morceler entre les ethnies et les religions, y compris les plus petites, les turkmènes, les assyriens, les chrétiens, que sais-je encore ?.

Faut-il que les troupes américaines s'en aillent immédiatement ? Et l'ONU peut-il jouer un rôle en Irak ?

Houzan Mahmood : Nous étions contre la guerre et nous avons participé à la campagne internationale contre la guerre. Nous sommes opposés à l'occupation américano-britannique et nous dénonçons tout ce que l'occupation a provoqué : l'essor de l'islam politique, le chaos social, la croissance de tous les groupes réactionnaires, etc..

Nous voulons bien sûr que toutes les forces armées étrangères s'en aillent. Les Irakiens doivent pouvoir décider du futur de leur pays en choisissant leurs représentants dans chaque quartier, dans chaque entreprise, chaque village, jusqu'à former une sorte d'État élu par le gouvernement. Nous étions en Irak au départ pour que l'ONU protège les citoyens. Puisqu'ils étaient là, il fallait qu'ils fassent au moins leur

travail et prennent leurs responsabilités. Mais les représentants de l'ONU violaient les droits de l'homme, ils tiraient sur les ouvriers quand ils faisaient grève. Notre organisation se plaignait du manque de sécurité dont souffraient les femmes, mais ils ne répondaient pas à nos demandes de protection. Ils ne servaient à rien, ils étaient là pour protéger les intérêts des Américains, imposer leur programme. Nous avons une analyse de l'ONU que je ne développerai pas ici. Nous pensons qu'une force internationale pourrait, pendant une période limitée, faire respecter une sécurité minimale (garantir la liberté et la sécurité des femmes, protéger les administrations, etc.) en attendant que les citoyens irakiens puissent élire leurs propres représentants.

Dans la plupart des conflits internationaux les groupes d'extrême gauche se divisent sur cette question : certains soutiennent une intervention de l'ONU, d'autres privilégient ce qu'ils appellent l'indépendance nationale, quelles qu'en soient les conséquences pour les populations locales.

Houzan Mahmood : Ces groupes ont une façon totalement erronée de poser la question. En Grande-Bretagne, nous avons un problème avec les groupes d'extrême gauche qui soutiennent l'islam politique. Ils considèrent que les groupes fondamentalistes réactionnaires sont anti-impérialistes parce qu'ils tuent des soldats américains ou britanniques. Nous ne croyons pas en l'efficacité des attentats suicides, nous ne croyons pas dans le terrorisme car celui-ci ne fait qu'augmenter le chaos ; nous croyons dans les mouvements de masse, nous pensons qu'il faut que les masses s'organisent elles-mêmes, qu'elles prennent leurs propres décisions. À Bagdad, dans certains quartiers, nous avons organisé des conseils locaux qui sont responsables de la sécurité et dans ces zones un embryon d'ordre règne. Nous pensons que les Irakiens doivent organiser leurs comités ouvriers, leurs syndicats, leurs organisations de femmes, etc. Les Irakiens doivent élire leurs propres représentants.

Certains militants antiguerre ou d'extrême gauche se réjouissent chaque fois que meurt un soldat américain et certains ont même souhaité la victoire de Saddam. Qu'en penses-tu ?

Houzan Mahmood : Ce type de gens sont focalisés sur la prétendue « défaite de l'impérialisme », mais ils ne se rendent pas compte que si les islamistes gagnaient en Irak, leur régime serait aussi catastrophique que celui des Américains. Nous pensons que l'islamisme est aussi néfaste que l'impérialisme. S'ils viennent au pouvoir, ils tueront tous les communistes, les socialistes, les démocrates. L'impérialisme et l'islam politique sont deux pôles aussi réactionnaires l'un que l'autre. Notre tâche est de nous allier avec les forces socialistes et progressistes en Irak, de leur apporter notre soutien matériel et politique, pas de tenir la comptabilité des morts de l'armée américaine. Les soldats américains n'ont aucune responsabilité dans la décision de la guerre. Beaucoup sont des victimes, une partie d'entre eux viennent d'Amérique centrale et s'engager leur permet d'acquérir la nationalité américaine. Je ne me réjouis ni de la mort des soldats américains ni de la mort des civils irakiens. Notre résistance est fondée sur la résistance des masses, des femmes, des ouvriers, pas sur le terrorisme. Nous croyons en la liberté et en l'égalité pas au terrorisme.

Islam politique et droits des femmes en Irak

Tout d'abord j'aimerais remercier les organisateurs de cette conférence pour m'avoir invité à parler des droits des femmes et aussi de l'islam politique en Irak sous l'occupation américano-britannique. Nous sommes tous d'accord pour condamner les gouvernements britannique et américain qui ont déclenché une guerre et une occupation brutales en Irak. Cette intervention a déjà coûté la vie à d'innombrables Irakiens. Nous sommes tous opposés à cette guerre, nous l'avons combattue, et la combattons de toutes nos forces.

Mais il nous faut également dénoncer et combattre l'islam politique et ses atrocités contre le peuple, en particulier contre les femmes en Irak, ainsi que ses atrocités dans d'autres pays du monde. Dès que la dictature baasiste a été renversée par les forces dirigées par les États-Unis, les islamistes ont trouvé des appuis dans les marges de la société irakienne et chez des exilés réfugiés dans des pays limitrophes comme l'Iran et l'Arabie saoudite. Les islamistes ont reçu le renfort de volontaires islamistes originaires de différents pays pour terroriser la société irakienne et imposer leur programme inhumain par les armes et la terreur.

Les femmes ont, comme d'habitude, été les premières victimes de la guerre, mais aussi dans ce cas de l'islam politique dont les pratiques sont toujours violentes. En effet, l'islam comme religion et comme système politique ne correspond absolument pas aux désirs et aux aspirations des femmes et des hommes d'aujourd'hui. Les islamistes doivent donc utiliser les méthodes de violence les plus extrêmes comme la décapitation, la lapidation publique, la prise d'otages, l'ablation des mains, les attentats suicides et le meurtre sous différentes formes afin d'obliger la population à leur obéir et à vivre sous leur joug.

En Irak, aujourd'hui sous l'occupation américano-britannique, ces actes de violence se produisent tous les jours. Les différents groupes se réclamant de l'islam politique ont commencé à faire sauter des cinémas, des salons de coiffure pour femmes, des boutiques qui vendent de l'alcool, des cafés, des bars et des boîtes de nuit. Ils ont tué des femmes en les accusant d'être des « prostituées ». Ils se sont mobilisés pour nier le droit des femmes à devenir juges comme à Najaf, l'année dernière, où vingt-cinq juristes n'ont pas pu occuper ce poste. En effet, les islamistes ont rappelé que, selon le Coran, les femmes sont moitié moins intelligentes que les hommes et incapables de prendre des décisions. De plus en plus, ils imposent le voile à des femmes et à des jeunes filles en les menaçant de leur interdire de sortir sans hijab.

Récemment un groupe de miliciens armés, le Conseil des moujahiddine (Majlis Shora al Mojahdeen), a édicté une fatwa selon laquelle toutes les femmes doivent être voilées, y compris les chrétiennes, sinon elles seront assassinées en public. Et même les membres de leur famille seront tués dans les lieux publics et à leur domicile. Une autre fatwa a été édictée par un groupe islamiste-terroriste qui s'appelle les « Groupes chargés du nettoyage des agents et espions chrétiens ». Cette organisation prend surtout pour cible la population chrétienne dans les villes du Nord, comme Mossoul. Ces islamistes menacent de tuer les chrétiens qui travaillent pour des compagnies étrangères.

L'essor de l'islam politique en Irak est sans précédent, à la fois au sein des milices islamiques qui ne soutiennent pas le gouvernement, et à l'intérieur du gouvernement intérimaire imposé par la coalition américano-britannique. Ce gouvernement fantoche à la botte des États-Unis rassemble des mafieux religieux, des dirigeants tribaux, des nationalistes arabes et kurdes, et d'anciens baasistes et il tente lui-même d'islamiser la société irakienne. La première mesure de ces gangsters réactionnaires a été de déplacer la date de la journée internationale des femmes du 8 mars au 18 août, date de naissance de Fatima Zahra, la fille du prophète Mahomet.

Nous ne les avons pas laissé faire. L'Organisation pour la liberté des femmes en Irak a appelé à une manifestation au cours de laquelle un millier de femmes et d'hommes sont descendus dans la rue, le 8 mars 2004, pour que cette journée reste la journée des femmes et pour que le Conseil provisoire de gouvernement célèbre sa journée islamique de son côté, s'il le voulait. En même temps, les manifestantes et manifestants ont exigé l'égalité totale entre les femmes et les hommes en Irak et le vote d'une Constitution laïque pour garantir les droits des femmes en Irak.

A nouveau, lorsque le Conseil provisoire de gouvernement a essayé de faire passer la résolution 137 pour imposer la charia (la loi islamique) en Irak, nous avons réussi à les faire reculer et obtenu qu'ils retirent cette résolution grâce à notre campagne résolue en Irak et à l'étranger.

Les islamistes veulent imposer leur programme religieux et l'institutionnaliser, y compris à travers des cérémonies privées comme le mariage du président du Conseil de gouvernement provisoire, Ghazi Yawar, imposé par les Etats-Unis, avec Nasreen Barwary, une des ministres du gouvernement. Nasreen, qui était jusqu'ici célibataire, est devenue la troisième épouse du président. Ce mariage d'un haut responsable politique légitime la polygamie : en effet, selon le Coran, un homme a le droit d'avoir jusqu'à quatre épouses, s'il a les moyens de les entretenir - en clair, s'il a les moyens de les acheter. Avec ce genre de dirigeants imposés par les Etats-Unis au peuple irakien, les forces les plus arriérées et les plus réactionnaires de la société essaient de légitimer et d'institutionnaliser les « valeurs » les plus misogynes et hostiles aux femmes, telles que la polygamie.

D'un autre côté, il existe une pléiade de groupes islamiques de différentes tendances, mais qui se réclament tous de l'islam politique. Leur objectif : transformer l'Irak en un cimetière, une société où l'art, la musique, les films, la danse et l'alcool seraient interdits. Ils veulent obliger les femmes à porter le voile, la burkha, etc., et non des vêtements normaux. Ils désirent que les femmes restent ignorantes et ne fassent pas d'études. Ils ont déjà commencé à assassiner certaines salariées. Uniquement dans la ville de Mosel, au cours des trois derniers mois, huit femmes ont été tuées parce qu'elles travaillaient à la fac de droit de l'université locale.

Les islamistes défendent et mettent en pratique ce qu'ils osent appeler les « crimes d'honneur » commis contre des femmes victimes de viols. Depuis un an, de nombreuses femmes violées ont été ensuite assassinées par les membres de leur propre famille, en raison de la honte qu'un viol représente pour la famille, surtout si ces femmes ont été violées par des soldats américains. Ceux-ci sont en effet considérés comme des « infidèles » et des occupants et s'ils violent des femmes irakiennes, alors ce n'est pas seulement l'honneur des familles concernées qui est terni mais aussi celui de la nation irakienne.

Dans l'un des refuges pour femmes battues gérés par notre organisation, nous nous occupons d'une jeune fille, Liqaa, qui a été violée par un soldat américain. Liqaa ne peut pas rentrer chez elle, sinon elle sera assassinée par ses proches. Le meurtre des femmes tuées par les Américains ou par des Irakiens est donc censé « laver l'honneur » de la famille et de la nation. Dans un tel climat, des femmes violées vont parfois jusqu'à commettre des « suicides d'honneur ». A Faludja et dans d'autres villes, les milices armées du Conseil des moujahiddine contactent les familles qui ont des filles de dix ans et plus. Ces islamistes veulent obliger les parents à marier leurs filles à des combattants « afin qu'elles ne soient pas violées par des soldats américains ». De nombreuses familles quittent ces villes pour que leurs filles ne soient pas mariées de force à des combattants terroristes. Selon moi, ces mariages forcés sont des viols, commis cette fois par des islamistes irakiens au lieu d'être commis par des soldats américains.

Les islamistes veulent que nous devenions leurs esclaves, mais nous ne les laissons pas faire. Nous résistons mais notre résistance est une résistance laïque et progressiste : il ne s'agit pas pour nous de décapiter les gens, de prendre des otages, ou de forcer les femmes à porter le voile. Nous voulons avoir une véritable société civile. Nous voulons que l'Irak soit un pays où l'on puisse jouir du bonheur, de la

liberté, de l'égalité, de la dignité humaine et de la laïcité.

Notre mouvement pour la liberté et l'égalité a surgi en réaction directe à l'occupation de l'Irak par les troupes de la coalition. Nous avons commencé à organiser les femmes sur un programme laïc et progressiste. Nous avons fondé une organisation progressiste comme l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak afin que les femmes et les hommes combattent pour la séparation entre la mosquée d'un côté, l'Etat et l'éducation de l'autre, et pour une égalité totale entre les hommes et les femmes. En Irak, il existe aussi d'autres mouvements progressistes, éclairés, de travailleurs qui luttent pour leurs droits et pour que la liberté, le bien-être, l'égalité et la sécurité soient reconnus à tous.

Avec ces organisations, nous travaillons tous ensemble pour combattre l'islam politique et les États-Unis qui veulent transformer l'Irak en un champ de bataille pour leurs luttes de pouvoir et leurs objectifs réactionnaires. Des milliers de travailleurs et des femmes ont manifesté pour leurs droits et leurs libertés dans les rues de Bagdad et d'autres villes d'Irak.

Nous faisons partie d'un mouvement universel progressiste des travailleurs et des femmes pour la liberté et l'égalité. Tout au long de l'histoire, des hommes et des femmes ont lutté pour un monde meilleur, pour que tous les êtres humains puissent vivre sans crainte d'être persécutés ou discriminés sur la base de leur appartenance raciale, religieuse, ethnique ou nationale. Pour pouvoir continuer notre lutte en Irak, nous avons besoin du soutien et de la solidarité de tous les peuples du monde. Nous souhaitons tous et toutes vivre dans une société libérée du joug de la religion !



La charia n'est pas une culture !

Témoignage sur les luttes des femmes au Kurdistan d'Irak

Je tiens à remercier les organisatrices du colloque de m'avoir invitée [1] afin de témoigner de nos luttes en Irak et au Kurdistan [2].

Comme vous devez le savoir, l'Irak est devenu un champ de bataille où les violences fondées sur le genre [3] et l'inégalité imposée aux femmes sont un résultat de l'occupation, de même que de la montée de l'islam politique [4]. Aujourd'hui, j'aimerais surtout attirer votre attention sur notre toute récente campagne contre l'introduction de la loi islamique, la charia, dans le projet de constitution du Kurdistan. Le Kurdistan fait partie de l'Irak où, en 2005, suite au référendum, a été mise en place une nouvelle constitution [5]. Cette constitution, qui a été écrite sous l'Occupation, définit clairement la charia comme l'une des sources principales du droit et l'Islam comme religion d'état [6]. Cette constitution a été imposée à la population irakienne. Maintenant, au Kurdistan, qui est une région fédérale de l'Irak, le débat porte sur une proposition identique, la loi islamique.

L'Organization of Women's Freedom in Iraq (OWFI) avait déjà fait campagne contre l'islamisation de l'Irak, contre l'occupation et contre la constitution islamique aussi bien en Irak qu'au Kurdistan [7]. Je coordonne avec cinq autres personnes dont une femme parlementaire [8] cette campagne pour l'abrogation de l'article 7 du projet de constitution du Kurdistan [9]. Nous avons commencé cette campagne au milieu du mois de décembre 2006. Nous demandons la laïcisation, la séparation de la religion, de l'état et du système éducatif. Nous avons aussi proposé que soit inscrit dans la constitution la liberté d'avoir une religion ou de ne pas en avoir, que personne ne puisse être opprimée par ce qu'elle pratique ou ne pratique pas telle ou telle religion. Donc nous avons lancé notre campagne et elle est devenue très populaire au Kurdistan mais aussi à l'étranger. Parce que je dénonçais ouvertement les dangers de l'islamisation et les dangers de la charia, comme discriminants et rétrogrades pour les femmes, j'ai reçu une fatwa le 26 février 2007 [10]. C'est la seule réponse qu'ils ont d'habitude de donner, lancer une fatwa contre les gens qui s'expriment, et surtout si c'est une femme car cela accroît le danger contre elle. Nous les avons dénoncés à tous les niveaux : je suis allée aussi bien à New York qu'en France, j'ai été invitée à de nombreuses conférences, rencontres et débats. J'y ai dénoncé l'islam politique au Kurdistan, en Irak et au Moyen Orient, pour les crimes qu'ils commettent contre les femmes au nom de la religion. Ils ne peuvent pas nous imposer le silence en nous lançant des fatwas, ils ne peuvent pas s'en sortir comme ça ! Nous avons parcouru le monde, beaucoup écrit et réalisé de nombreuses interviews. Nous les avons dénoncés au niveau local et international. Et même si une fatwa est suspendue au dessus de ma tête, j'ai décidé de retourner au Kurdistan. Je savais seulement que je ne voulais pas leur donner raison en lâchant ma campagne. C'est pour ça qu'aujourd'hui je reviens du Kurdistan où j'étais il y a encore deux jours. Là-bas, nous avons tenu des conférences importantes; j'y ai tenu de nombreuses réunions, des interviews, des débats diffusés en direct à la télévision afin d'alerter les gens, leur dire de ne pas se laisser imposer la loi islamique. Et ça a été un très grand succès là-bas.

La date limite pour faire des modifications dans la constitution est le 1er avril 2007. C'est pourquoi, j'y suis allée avant cette date pour rencontrer le comité parlementaire de rédaction de la constitution. Nous avons tenu une conférence de presse tout de suite après cette rencontre. La plupart des médias nationaux, que ce soit la presse écrite et télévisée, y étaient présents. Notre campagne a été diffusée à plusieurs reprises sur les chaînes télévisées. Et vraiment, beaucoup de monde apprécie ce qu'on fait au Kurdistan, ce qui suscite de nombreux soutiens. Ce qui rend les islamistes encore plus enragés.... Ils ne parviennent pas à croire que nous avons fait campagne, que nous pouvons les mettre sur la touche. Alors les membres islamistes du Parlement ont commencé à dénoncer, nous et notre campagne et ils ont

déclaré qu'il fallait renforcer l'islamisation de la constitution. Finalement, le comité constitutionnel nous a dit qu'ils allaient changer l'article 7. Au Kurdistan, notre campagne a pointé l'attention sur les dangers que les femmes pouvaient rencontrer avec cette constitution. Ils vont changer l'article 7, c'est ce qu'ils ont promis. Mais ils n'ont pas dit aujourd'hui ce qu'ils vont mettre à sa place. Nous avons donc déclaré que nous ne stopperons pas notre campagne et que nous continuerons jusqu'à ce que nous obtenions ce que nous demandons. Alors ils nous ont dit qu'ils allaient ajouter un autre article qui stipule que tout un chacun au Kurdistan serait libre de choisir sa religion et d'avoir la liberté de pensée. Nous considérons que c'est une réussite pour notre campagne. Jusqu'ici le comité de rédaction de la constitution a pris en considération notre campagne, les pétitions et les marques de soutien provenant du Kurdistan et d'ailleurs. Mais nous pensons que cela reste insuffisant, nous devons aujourd'hui empêcher que la charia soit mentionnée où que ce soit dans la constitution. C'est pour ça que nous continuons notre campagne: pour obtenir ce que nous voulons.

Pour nous, les femmes issues du Kurdistan, d'Irak, du Moyen-Orient, l'Islam et la charia ont toujours été les principaux prétextes pour opprimer les femmes et permettre les violences contre elles. D'ailleurs, les violences ne sont pas considérées comme telles, parce que c'est normal, c'est la norme, ce sont les valeurs de maintenir les femmes opprimées, obéissantes et soumises. Nous sommes totalement contre ça et nous devons changer cette réalité sinistre.

Dans cette région du globe, ce sont chaque année des milliers de femmes qui sont assassinées pour des raisons dites d'honneur [11]. Des milliers de femmes s'immolent par le feu simplement parce qu'elles ne peuvent pas aller plus loin, parce qu'elles n'ont pas d'issue. La société ne les soutient pas [12]. Il n'existe pas d'institution qui peut leur offrir une aide. La police est totalement contre les femmes. Le gouvernement est totalement contre les femmes [13]. Ces pays, ces États au Moyen Orient, où les lois sont basées sur la charia, sont totalement antifemmes. C'est véritablement un immense enfer pour les femmes qui vivent dans ces pays, où la charia leur est imposée. Évidemment, nous ne nous taisons pas car nous ne nous comportons pas comme des victimes. Nous pourrions être victimisées mais nous sommes aussi des militantes pour tous les droits. Nous nous battons durement en mettant nos vies en danger afin d'obtenir les droits élémentaires dont les femmes de cette région du monde ne peuvent pas aujourd'hui bénéficier. Leur propre vie ne leur appartient pas parce qu'un homme peut la leur ôter à tout moment pour des raisons dites d'honneur ou de honte [14].

Cependant, je pense qu'il y a un mouvement réel, en Irak, au Kurdistan et ailleurs, il existe réellement des mouvements de femmes, des organisations, des ONG. Nous avons besoin d'être renforcées. Nous avons besoin d'une solidarité internationale [15]. Nous avons besoin que les gens voient notre lutte comme la leur. L'un des problèmes principaux auxquels nous devons faire face à l'échelle internationale, c'est que l'on considère nos problèmes comme locaux, qu'on pense que c'est notre culture d'être opprimées et d'avoir la charia. La charia n'est pas une culture. Pour moi, c'est entièrement un système politique contre les femmes.

J'appelle donc chacune et chacun dans cette salle à soutenir notre campagne, les organisations, notre travail et notre lutte en Irak et ailleurs. Dites-vous seulement que nous appartenons tous et toutes au même mouvement ! Aucun groupe réactionnaire et aucun État ne doit nous diviser. Notre lutte est une lutte internationale pour la liberté et l'égalité. Cela m'a pris très longtemps pour gagner ma liberté et je ne veux pas que ces réactionnaires islamistes me la reprennent en me lançant une fatwa. Cette fatwa contre moi est une fatwa contre la liberté d'expression et de pensée, contre la liberté de celles qui veulent se battre pour les droits des femmes. Je ne peux pas regarder des femmes se faire assassiner, être déshumanisées, être forcées au silence alors que je vis à l'étranger. Je consacre ma vie à la lutte des femmes là-bas pour qu'elles obtiennent l'égalité. Je vous remercie de m'avoir écoutée.

Notes:

[1] Traduction pour la publication et notes par Céline Pavvros avec l'approbation d'Houzan Mahmoud.

[2] Lorsque Houzan Mahmoud évoque ici le Kurdistan, il faut comprendre la région administrative du Kurdistan d'Irak (nord de l'Irak). Lors de la première guerre du Golfe en 1991, le soulèvement de la population au nord de l'Irak contre Saddam Hussein s'est conclu par un statut d'*autonomie* du Kurdistan d'Irak sous le contrôle de l'ONU. Cette région est dirigée depuis par un gouvernement fédéral dominé par les deux principaux partis nationalistes kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan. Depuis 2003, le Kurdistan d'Irak sert de base arrière pour les forces d'occupation.

[3] à [5] *Notes manquantes.*

[6] Depuis 1958, l'Irak est une république laïque et le demeure officiellement jusqu'en 2003. Mais dès le conflit irano-irakien dans les années 1980, le vernis laïque commença à craquer sérieusement lorsque Saddam Hussein encouragea le rapprochement avec la communauté sunnite. Cette nouvelle orientation gouvernementale eut des répercussions juridiques, notamment en 1990, Saddam Hussein introduisit dans le nouveau Code pénal l'exemption de peine pour l'homme qui, pour défendre l'honneur de sa famille, tuerait une femme (article 111).

[7] Créée en 2003 par des féministes irakiennes revenues d'exil, l'OWFI milite pour la reconnaissance des droits humains et des droits des femmes en Irak. Par ailleurs, cette ONG travaille sur le terrain et coordonne des centres d'accueil pour femmes victimes de violences, un centre de documentation sur les droits des femmes à Bagdad, un observatoire des prisons et des événements culturels en faveur de l'égalité et de la laïcité.

[8] Les autres coordinatrices et coordinateurs sont

[9] L'article 7 affirme que: "*La Constitution souligne que la majorité du peuple kurde est identifiée comme musulmane, si bien que les bases fondamentales de la loi islamique, la charia, sera considérée comme l'une des principales sources pour sa rédaction*".

[10] Houzan Mahmoud a reçu des menaces du groupe djihadiste sunnite Ansar al-Islam (les soldats de Dieu) implanté au Kurdistan d'Irak. Ce mouvement politico-religieux a toujours défendu le régime de Saddam Hussein et tout en entretenant des liens étroits avec Al-Qaeda et les talibans. En guerre ouverte contre le gouvernement du Kurdistan d'Irak, il contrôle à ce jour une douzaine de villages jouxtant la frontière iranienne, où est imposée une forme de charia très rigoriste.

[11] Le « crime d'honneur » est le droit pour un homme de la famille d'une femme de l'assassiner pour des raisons de relations sexuelles

Le combat pour les droits des femmes en Irak

Houzan Mahmoud est représentante à l'étranger de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak (OWFI). Elle est intervenue à Lyon, le 29 septembre 2011, dans le cadre de la semaine "Femmes en révolutions". Nous avons souhaité lui poser quelques questions.

L'Émancipation : Comment définirais-tu la situation des femmes en Irak ?

Houzan Mahmoud : Comment pourrions nous parler de droits et même du droit à la vie quand la société entière est militarisée. Maintenant le gouvernement irakien est composé de milices, certaines issues de partis politiques, de gangsters et de bandits qui mettent à mal le droit des femmes. La pauvreté, l'absence d'emploi et le manque de sécurité... tout cela contribue à rendre la vie des femmes de plus en plus difficile. La montée en puissance des groupes islamistes tant au pouvoir que dans l'opposition à relégué l'Irak dans une période d'obscurantisme en ce qui concerne les droits des femmes.

Y a-t-il des organisations ou des actions qui ont défendu le droit des femmes sous le régime de Saddam Hussein ?

H. M. : Sous le régime de Saddam, aucune organisation indépendante n'avait le droit d'exister, en fait il n'y avait ni parti politique ni mouvement autorisés. L'Irak était à la botte d'un seul et unique parti politique affilié au pouvoir, c'était le parti Baas. Il y avait une organisation de femmes et une confédération syndicale qui émanait du parti Baas et qui étaient à la solde du régime.

La situation a-t-elle changé durant l'occupation des armées impérialistes ?

H. M. : Comme on le sait l'Irak a traversé bien des guerres : la guerre Iran-Irak, plus tard, l'attaque du Koweït a donné lieu à la guerre du Golfe suivie de treize ans de sanctions, puis il y a eu la deuxième guerre du Golfe et l'occupation de 2003. De plus, on vivait sous une dictature, tu peux imaginer les conditions de vie du peuple. L'occupation militaire s'est accompagnée d'une détérioration de la situation des Irakiens en termes de sécurité et l'on a assisté à une montée de l'islamisme et de la violence.

Pourquoi avez-vous créé le mouvement de libération des femmes en 2003 ?

H. M. : L'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak (Organisation of Women's Freedom in Iraq, OWFI) a été créé en juin 2003 quand Yanar Mohammed est rentrée du Canada pour la fonder. Il était important de former un lieu où la parole serait libre, un lieu contre l'occupation, un mouvement de femmes anti-islamiste. L'organisation Internationale pour la Liberté des Femmes est à l'avant-garde du combat pour la laïcité, pour l'égalité homme-femme et la défense des droits des femmes.

Est-ce que les femmes Kurdes vivent une situation particulière en Irak ?

H. M. : Le Kurdistan irakien a eu son propre soulèvement en 1991 et nous avons une indépendance partielle par rapport à l'Irak. Les partis politiques Kurdes [nationalistes] gouvernaient localement [NdT : Houzan est Kurde] mais ils n'ont pas fait grand cas de la liberté des femmes ni même de la liberté d'expression. On tue des femmes pour des raisons diverses, les femmes sont victimes de mariages forcés, de mutilations génitales et de toutes autres formes de violence. De plus, la répression politique exercée à l'encontre de ceux qui défendent leurs droits vis-à-vis du gouvernement est très répandue.

Ce qui est formidable avec les Kurdes c'est qu'ils ne baissent pas les bras. Il y a eu des manifestations et des soulèvements contre l'ordre établi. Nous nous sommes soulevés l'an dernier le 19 février 2011, mais ces manifestations ont été durement réprimées par les milices et les partis politiques au pouvoir. Personne ne reste silencieux, nous nous battons toujours pour nos droits, pour nos libertés et pour la justice sociale. La résistance continue.

Parle-nous de vos combats actuels face au gouvernement irakien.

H. M. : Je suis une militante socialiste et je consacre une grande partie de mon temps à la défense du droit des femmes en Irak et au Kurdistan et même au-delà. En tant que représentante internationale de l'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak j'ai mené de nombreuses campagnes contre la charia, contre les crimes d'honneur et je défends la laïcité et la liberté d'expression. Je donne des conférences partout dans le monde. J'écris des articles en kurde mais aussi en anglais pour rendre plus visible le combat des femmes.

Propos recueillis par Hélène Bertrand (Traduit de l'anglais par Oriane Brandon et Stéphane Julien)

En savoir plus :

L'intervention d'Houzan Mahmoud, à Lyon le 29 septembre 2011, a été résumée en ligne : <http://www.solidariteirak.org/spip...>

L'Organisation pour la liberté des femmes a un site internet : <http://www.equalityiniraq.com>. La plupart de ses communiqués sont traduits en français par Solidarité Irak.



Brochure Houzan Mahmoud

